

Journal paraissant 2 fois par semaine, le jeudi et le dimanche.

RUE DE LA HARPE, 90.

JOURNAL DES Sans-Culottes.

PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY.

Du Dimanche 28 Mai au 1^{er} juin 1848.

Sommaire : Aux Sans-Culottes. — Motifs de mon silence. — La liberté de la presse au 26 février ; la liberté et l'égalité comme quoi on se sert de l'organisation du travail pour l'empêcher. — Louis Blanc et Garnier de Casagnac. — Club populaire de la Sorbonne. — Lettre à l'auteur. — Candidature de Victor Hugo. — La statue de Marat. — Dissolution de l'Académie Française.

AUX SANS-CULOTTES.

Si j'avais publié un journal il y a trois mois, je ne l'aurais pas intitulé *Journal des sans-culottes*, parce qu'alors les sans-culottes étaient souverains du moins ils le croyaient, et je n'ai jamais su flatter les souverains, même les souverains sans-culottes. Aujourd'hui que vous n'êtes plus souverains du tout et que vous êtes toujours sans-culottes, et même sans-souliers, attendu que vous avez usé ce qui vous en restait à faire des barricades et à monter la garde pour protéger les propriétés des bourgeois, (c'est là le fruit le plus clair que vous avez retiré de la révolution) je puis prendre le nom des *sans-culottes*, car c'est celui des infortunés. Nom jeté comme un outrage à la face des déshérités par les heureux du monde, et relevé comme une gloire par la révolution française pour en accabler les tyrans, nom sanctifié par nos pères, soit l'expression de mon amour pour les opprimés et de mon mépris pour les oppresseurs. Bien loin de redouter la haine de ces derniers, je la souhaite comme un bonheur, et dût-elle m'arracher la vie, je ne tiens pas à vivre dans un monde où triomphent les scélérats. Le degré de haine qu'ils me porteront marquera le degré du bien que j'aurai fait sur la terre; plus ils me persécuteront, plus je serai loin d'eux. Jamais un intervalle assez immense ne me séparera des méchants! qu'ils vous appellent *anarchistes, brigands, communistes, canailles, factieux*, jusqu'à mon dernier souffle je serai pour vous, contre vos oppresseurs, déshérités du monde.

MOTIFS DE MON SILENCE DEPUIS LE 25 FÉVRIER

Le 25 février je fis imprimer l'affiche suivante :

« Constant HILBEY au peuple français.

« Je sors de Sainte-Pélagie où j'étais incarcéré, pour avoir démasqué l'infâme traître de Lamartine que je trouve à la tête de votre nouveau gouvernement, lui qui l'autre hiver (dans son discours sur les subsistances), excitait le gouvernement à réprimer le peuple qui avait faim. Les traîtres seront traîtres éternellement. Si vous remettez votre sort dans de pareilles mains, vous êtes perdus, une nouvelle révolution sera inévitable et le sang de nos frères aura coulé inutilement. Déjà la garde nationale et les écoles prennent la direction du mouvement que le peuple seul a opéré, la bourgeoisie veut vous escamoter encore cette révolution. Au nom du ciel restez debout, défiez-vous de la garde nationale. L'aristocratie des riches disait Marat est pire que l'aristocratie des nobles. Avez-vous versé votre sang pour ces hommes qui se sont engraisés de vos sueurs et qui n'ont d'autre mérite que leurs écus ?

« Vive l'égalité, vive la république, mais à bas les faux républicains! Français, point de petites réformes! vous avez entre vos mains votre bonheur et celui des généra-

« tions à venir, il faut jeter par terre l'édifice entier de vos lois, elles ont été faites par des scélérats et ne protègent que les scélérats.

« Établissez des clubs, exigez une *Convention nationale*, et que la salle soit assez vaste pour contenir au moins quatre mille spectateurs, afin que vous puissiez avoir toujours les yeux sur vos représentants; ce point est le plus important, et celui par conséquent qu'on tâchera de ne vous point accorder.

« Point d'amnistie! la punition de tous les traîtres!

25 février 1848.

L'afficheur chargé de placarder cet écrit, le citoyen Fériard (rue de la Harpe 19), fut assailli et conduit chez un marchand de vins où il fut obligé de brûler les affiches sous peine d'être massacré, je faillis être massacré moi-même. Voici ce qu'on lit dans une lettre qui me fut adressée par M. René imprimeur rue de Seine 32.

« Vous m'en voulez de ce que, le lendemain d'une immense révolution, je n'ai pas cru devoir vous féliciter de l'empressement avec lequel vous vouliez dénoncer au public, comme traîtres, des hommes qui se dévouaient avec quelque courage; je crois avoir agi en bon citoyen, en vous engageant à suspendre cette œuvre funeste, et j'ai agi à votre égard en ami, car on m'avait prévenu qu'on devait vous faire un mauvais parti si l'on vous voyait revenir chez nous pour cette affaire. »

M. René ne m'avait pas seulement engagé à suspendre cette œuvre funeste, il l'avait lui-même suspendue, en refusant de tirer l'affiche au nombre d'exemplaires convenu d'avance. J'aurais pu, me passer de ses félicitations, si j'avais eu ses presses. Quant à ces hommes qui se dévouaient avec quelque courage, ils ont eu le courage de se dévouer à puiser dans la caisse de l'état, pour payer les dettes qu'ils avaient contractées; dans le luxe, ils se sont dévoués à la cause des tyrans, pour remettre les peuples en esclavage. J'ai eu le malheur d'avoir raison trop tôt et de voir le 25 février ce que tout le monde voit aujourd'hui. Les patriotes eux-mêmes me blâmèrent de cette affiche, ils dirent que le gouvernement n'était que provisoire et qu'il fallait l'entourer de confiance, et que j'allais perdre leur belle révolution (ils s'en sont parfaitement acquittés eux-mêmes). J'ai même entendu un ouvrier dire que j'étais fou ou vendu au duc de Bordeaux. Ils ne pensaient pas, disent-ils aujourd'hui, que les choses tourneraient ainsi. Ne pouvant faire placarder mon affiche, je fis répandre dans les groupes les exemplaires qui me restaient. Le désespoir que j'éprouvai de ne pouvoir ouvrir les yeux au peuple, qui semblait conspirer avec ses ennemis contre lui-même, fut tel, que je tombai malade. Le jour de la manifestation du 17 mars, je voulus voir l'attitude du peuple à l'Hôtel-de-Ville; non, ce que je vis n'était pas un peuple, c'était une multitude de fous! Les membres du Gouvernement vinrent parader, aussitôt tous les chapeaux furent en l'air: *Vive Lamartine! Vive le Gouvernement provisoire!* Je voulus rappeler à la raison quelques-uns de ces hommes, ils me dirent que j'étais sans doute un agent du duc de Bordeaux; c'était le mot d'ordre qu'on avait fait circuler ce jour-là, pour fermer la bouche à qui voulait parler du Gouvernement provisoire composé précisément des créatures du duc de Bordeaux et de la Régence! Je me rappelai involontairement que 17 ans auparavant un spectacle que je n'avais pas vu, mais qui avait dû être pareil avait été donné sur cette même place de l'Hôtel-de-Ville,

je pensai qu'en 1830 tout un peuple criait: *Vive le duc d'Orléans! Vive Lafayette!* et traitait sans doute de mouchard, quiconque essayait de le ramener à la sagesse. Je demeurai anéanti devant cette immense stupidité de tout un peuple en délire!

Indépendamment de tout cela, je me trouvais sans argent et par conséquent dans l'impossibilité de rien faire imprimer. Enfin, je puis élever la voix, peut-être voudrez-vous m'entendre, aujourd'hui que vous reconnaissez que vous êtes dupes et que votre folie commence à se passer.

LA LIBERTÉ ET L'ÉGALITÉ.

Marat, dans son plan de constitution, dit :

« Dans une société sagement ordonnée, les membres de l'État doivent, à raison des mêmes droits qu'ils tiennent de la nature, jouir à peu près, des mêmes avantages; je dis à peu près car il ne faut point prétendre à une égalité rigoureuse qui ne saurait exister dans la société et qui n'est pas même dans la nature, le ciel ayant départi aux différents individus des degrés différents de sensibilité, d'intelligence, d'imagination, d'activité et de force; conséquemment des moyens inégaux de travailler à leur bonheur; mais il ne doit se trouver d'inégalité dans les fortunes que celle qui résulte de l'inégalité des facultés naturelles, du meilleur emploi du temps ou du concours de quelques circonstances favorables; la loi doit même prévenir leur trop grande inégalité, en fixant des limites qu'elles ne puissent franchir. »

M. Louis Blanc va plus loin que Marat en demandant l'égalité des salaires, sans tenir compte de l'inégalité des facultés. Malheureusement cette prétendue égalité des salaires est une violation du droit naturel, qui assure à chaque homme le libre exercice de ses facultés. Enfreindre ce droit, c'est jeter la société dans le chaos! rétribuer également des hommes qui travaillent dans des proportions différentes, c'est donner à la sottise et à la paresse le fruit de l'intelligence et du travail; c'est ramener sous une autre forme les abus d'aujourd'hui; c'est comme si l'on condamnait à la même peine deux hommes dont l'un aurait commis un petit délit et l'autre un grand; ce que M. Louis Blanc pourrait appeler l'égalité des peines, mais ce qui en réalité serait l'inégalité et l'injustice, puisque les peines ne seraient pas proportionnées aux délits. Peut-être la nature a-t-elle eu tort de donner aux différents individus des degrés différents d'intelligence et d'activité; mais, ne me croyant pas plus habile que la nature, je respecte ce qu'elle a fait.

Nous avons, je crois, en ce moment, quelque chose de plus pressé que de refaire l'œuvre du créateur, c'est de refaire une constitution sage, et de déjouer les fripons qui se moquent de nous! Cette égalité impossible ou plutôt cette inégalité du droit, que M. Louis Blanc veut établir entre tous les ouvriers, il ne veut pas l'établir entre tous les hommes. Il maintient l'inégalité des classes. Ce n'est pas une république qu'il veut fonder, ce sont des troupeaux d'esclaves qu'il veut parquer. Parle-t-il de faire venir dans vos ateliers le faubourg Saint-Germain? Non, au contraire. Il s'est placé là, il l'avoue, pour protéger la fortune des riches qui était menacée; c'est-à-dire qu'il vous a amusés avec l'organisation du travail pour vous empêcher de songer à réorganiser la société tout entière; il ne veut pas,

comme Marat, prévenir la trop grande inégalité des fortunes et leur fixer des limites qu'elles ne puissent franchir. Il veut élever le niveau de tous. M. Rotschild doit être content, grâce à la Révolution de février, il augmentera sa fortune, qui ne lui suffisait pas pour vivre !... M. Louis Blanc dit qu'il veut maintenir le riche dans sa richesse. On a parlé, s'écrie-t-il, « de la guerre de ceux qui n'ont pas » contre ceux qui ont ; ce cri n'est sorti du cœur, de la » bouche de personne ; il n'est pas vrai qu'il y ait aujourd'hui en France, dans cette patrie du progrès, de la » raison (on s'en aperçoit), un seul homme qui veuille le » progrès par la violence et la spoliation. » Mais, grand législateur, frapper les grosses fortunes, c'est précisément détruire la spoliation, dont elles sont le fruit ; les maintenir, c'est maintenir les fruits de la spoliation et du brigandage, c'est marcher à de nouvelles révolutions. Ecoutez Marat :

« Pour détruire les privilèges des nobles, les plébéiens ont fait valoir le grand argument, l'argument irrésistible que tous les hommes, étant tous égaux, ont les mêmes droits. Pour détruire la prérogative des riches, les infortunés feront valoir les mêmes arguments : en vertu de quel titre sacré, diront-ils, prétendez-vous conserver des richesses presque toutes arrachées aux pauvres par l'assaut ou la violence, presque toutes le fruit de la faveur, de l'escroquerie, des rapines et des concessions ? (1) »

Ami du Peuple, 18 novembre 1789.

Tant qu'un homme sera libre d'acquiescer ou plutôt de voler la terre entière, et de déshériter ainsi le reste de la race humaine, le monde sera dans l'anarchie et la misère, c'est la trop grande richesse des uns qui fait la trop grande pauvreté des autres. Les législateurs feignent de ne pas voir le mal, parce qu'ils ne veulent pas y porter remède. Ce qu'il faut, ce n'est donc pas d'organiser une classe de citoyens, c'est de réorganiser la société tout entière et de n'en faire qu'une classe, c'est de consacrer les droits de tous, ensuite, lorsque chacun aura la jouissance de son droit, si des hommes veulent se réunir pour travailler et vivre en commun, ce sera une conséquence du droit d'association, mais ce ne sera une obligation pour personne ; car ce serait une autre espèce de tyrannie ; il ne peut y avoir que des associations libres, toute association dans laquelle l'État intervendrait serait un esclavage effroyable. Il faut empêcher la misère, mais il faut se garder de violer le principe de la liberté, plus sacré encore que la vie. M. Louis Blanc, au Luxembourg, disait aux ouvriers : *Ceux d'entre nous qui sont soumis à la tyrannie de la faim, à la tyrannie du froid, à la tyrannie invisible et muette des choses, sont plus réellement esclaves que nos frères des colonies qui travaillent sous le fouet du commandeur, mais qui du moins sont assurés de leur lendemain. (C'est vrai ! c'est vrai ! Applaudissements.)*

Malheureux citoyens qui applaudissez à de semblables choses, si vous aviez dans vos cœurs le sentiment de la liberté, vous vous seriez écriés viennent : le froid, la faim et toutes les tortures, mais à bas un commandeur.

Lisez ! lisez ! ce passage de Granier de Cassagnac, extrait de la *Presse* du 18 novembre 1839 et que j'ai dénoncé dans une brochure intitulée : *Plaidoyer de Constant Hilbey*, publié en 1845 :

« Quoique cela paraisse paradoxal, et monstrueux à dire, le régime de l'esclavage, bien réglé par les lois, était plus favorable au développement de l'intelligence que le régime désordonné et transitoire, où se trouvent aujourd'hui les classes ouvrières ; il favorisait plus les idées, parce qu'il délivrait des inquiétudes maternelles, l'esclave avait toujours son pain, son vêtement et son gîte, etc. »

« Le christianisme, qui a donné à tous la liberté, a aussi imposé à tous la nécessité de se suffire à eux-mêmes, le pauvre n'a plus de maître, mais il n'a plus d'appui. »

Applaudissez donc M. Granier de Cassagnac, car son langage est le même que celui de M. Louis Blanc, seulement il a un peu plus de pudeur, et sent le besoin de dire que

cela paraît monstrueux. Si vous voulez appliquer de semblables principes, ne parlez plus de la république, demandez M. Granier de Cassagnac pour législateur et mourez de honte.

Oui, le christianisme a donné à tous la liberté, son principe est celui de la révolution française et celui que nous devons défendre ; mais ce principe a été violé par des lois tyranniques qui ont déshérité nos frères, ce sont ces lois qu'il faut abattre. M. Louis Blanc veut vous donner du pain (c'est-à-dire qu'en attendant, il mange le vôtre et se promène à cheval à vos dépens), mais les tyrans aussi donnent du pain à leurs peuples, il n'y a que les tyrans maladroits qui les en laissent manquer ; aussi M. Louis Blanc a dit à l'Assemblée de prévenir la révolution de la faim, c'est-à-dire donnez du pain à vos bêtes si vous ne voulez en être dévorés. Un peuple qui ne se bat que pour du pain n'est pas capable de faire une révolution, et le premier tyran qui lui donnera à boire et à manger sera certain de l'avoir pour esclave, il faut combattre pour la cause de la justice et de la liberté, vous aurez en même temps du pain, mais si vous ne demandez que du pain, vous n'aurez ni du pain ni la liberté !

L'intervention de l'État dans l'organisation du travail ne peut être qu'une mesure provisoire pour assurer le nécessaire aux ouvriers, jusqu'à ce que la société soit reconstituée, ce qui n'est pas près d'arriver si les choses continuent à marcher de ce pas. Ce nécessaire tout homme a le droit de le réclamer du gouvernement, le gouvernement ayant décrété le respect de la propriété, et la vie étant la première des propriétés.

Dans sa séance du 25 mai, le club *Populaire de la Sorbonne* sur la proposition du citoyen Selnier, a protesté contre la fermeture des clubs Blanqui et Raspail. Le même club, sur la proposition du citoyen Hilbey, a adopté le projet de pétition suivant :

A l'assemblée nationale.

« Le club *Populaire de la Sorbonne* considérant que l'Assemblée nationale s'occupe beaucoup du sort des ouvriers, et fort peu du sort des riches, l'invite à faire aussi quelque chose pour ces derniers, et à ordonner qu'une enquête soit faite chez les propriétaires, pour savoir s'ils ne sont point trop riches, de même qu'elle en a ordonné une, pour savoir si les ouvriers sont trop pauvres, afin d'améliorer toutes les conditions. »

Le journal des *Sans-Culottes*, n'a pas encore paru et sur sa simple annonce, je reçois la lettre suivante :

« Citoyen, la nouvelle d'un journal des *Sans-Culottes*, signé Constant Hilbey, m'a été doublement agréable ; je ne doute pas que Constant Hilbey ne fasse honneur à son titre. Dénoncez... dénoncez quand même, citoyen ! Victor Hugo, par exemple, qui vient de nouveau mendier nos suffrages, lui !... Ne pourriez-vous lui en faire perdre l'habitude en lui tenant à peu près ce langage : « Cache-toi, Hugo ! tais-toi, beau moraliste, en fait de République, ou sinon, nous te rappellerons certaine infamie... Replique à ceci, si tu l'oses ! etc. »

« CIRIER. »

La lettre de ce citoyen s'accorde parfaitement avec mes dispositions, et je réservais dans mon journal une place à M. Victor Hugo, qui, sans doute, me croit mort, et qui semble avoir oublié, vénalité des journaux. Il faut en effet une audace inouïe pour qu'un homme, flétri même sous la monarchie, ose s'offrir à nous pour représenter la République !

On lit dans la profession de foi de M. Victor Hugo :

« Deux républiques sont possibles. »

« L'une abattra le drapeau tricolore pour le drapeau rouge, fera des gros sous avec la colonne, jettera pas la statue de Napoléon et dressera la statue de Marat, détruira l'institut, etc. »

Lors de la translation des cendres de Napoléon, vous fûtes payé par le gouvernement pour lui adresser des vers,

vous êtes sans doute payé aujourd'hui pour lui adresser de la prose. De quel front osez-vous défendre sous la République, que vous voulez représenter, l'infâme tyran qui a mis la République au tombeau ! Oui, la statue de Marat remplacera celle de ce despote, ou la France ne sera pas libre ! Oh ! si ce que j'ai dit en faveur de Marat, n'a pu réussir à éclairer le peuple, la haine que lui ont vouée ses ennemis, doit enfin l'éclairer ! Oui, la question est nettement posée, Napoléon ou Marat, la tyrannie ou la liberté : France, tu choisiras ! *Détruire l'Institut !* Ah ! cela touche vos intérêts les plus chers. L'Institut vous procure 1,500 francs par an, et comme je vous l'ai dit autrefois : *Votre royaume est une marmite !* Oui, nous voulons la dissolution de l'Institut. Je ne m'en cache pas et je l'ai demandée il y a huit jours, au club populaire de la Sorbonne. Ah ! si le peuple ne connaît point Marat, que ses ennemis le connaissent bien ! Vous savez donc que Marat ne voulait pas de l'Institut, vous savez donc qu'il a dit :

« L'Académie des belles-lettres, et plus encore l'Académie française, sont de purs établissements de luxe ; pourquoi seraient-ils à la charge de la nation ? Est-ce donc la peine de réduire un millier de pauvres laboureurs à mourir de faim pour entretenir dans l'opulence quarante fainéants dont l'unique état est de bavarder, et l'unique occupation de se divertir. »

Il est démontré qu'il n'y a de vraie réunion des lumières qu'autant qu'elle se fait dans la même tête ; et puis l'expérience n'a-t-elle pas trop fait voir la parfaite inutilité des associations académiques ? Il est constant que toutes les découvertes ont été faites par des individus isolés ; que tous les chefs-d'œuvre de l'art ont été produits par des individus isolés, et que les bornes de l'esprit humain ont été reculées par des individus isolés. Les sciences ne perdraient donc rien à la dissolution de ces corps institués pour les perfectionner ; je dis mieux, elles y gagneraient beaucoup. Sous l'ancien régime, l'Académie abusait toujours de son crédit, et souvent de son autorité pour étouffer les découvertes saillantes qui lui faisaient ombrage pour persécuter leurs auteurs ; sous le nouveau régime, elle nuirait aussi aux progrès des lumières en abusant non de l'autorité, mais du préjugé qui est toujours en faveur des corps.

L'Ami du Peuple, par Marat. n. du 17 août 1790.

Cette République, ajoute Victor Hugo, « détruira la Légion d'Honneur, ajoutera à l'auguste devise : Liberté, Égalité, Fraternité, l'option sinistre ou la mort. » Vous aimez mieux, n'est-il pas vrai, cette autre République qui proclame aujourd'hui l'esclavage ou la mort ! c'est bien plus juste. Il continue : elle abolira la propriété, la famille, remplira les prisons par le soupçon et les videra par le massacre. Il est vrai, la révolution de 93 remplissait les prisons ; mais c'était d'opresseurs, aujourd'hui, grâce au progrès, on les remplit de patriotes. On a vu dans un article précédent que la République de Marat ne veut point l'abolition du principe de la propriété ; mais seulement l'abolition de la propriété injuste, qui est le fruit des rapines, celle précisément que vous voulez conserver, et vous avez vu qu'il ne voulait pas faire de la France un couvent de moines, ainsi que vous le dites dans vos calomnies, puisqu'il ne voulait même pas du couvent de l'Institut. Quant à la famille, c'est ici que votre audace passe toute mesure ; Marat s'élève souvent dans son journal contre l'ADULTÈRE, et c'est vous qui osez l'attaquer au nom de la famille ! Vous ! qui... ah ! infamie ! Marat, le premier a demandé, dans son plan de législation criminelle, que le SEDUCTEUR d'une femme mariée fût puni plus sévèrement que la femme séduite. N'êtes-vous pas de son avis... et n'avez-vous pas horreur de ces débauchés qui, dans l'oisiveté que leur procure notre argent, qu'ils touchent à l'Académie ou ailleurs, vont porter le trouble et le désordre au sein des familles ; quitte à prendre après la défense de la famille et de la propriété, et de Dieu dont ils profanent le nom !

Le rédacteur gérant CONSTANT HILBEY.

(1) M. Louis Blanc, dans son *Histoire de la Révolution française*, publiée avant le 23 février, appelle Marat le SOUPÇON de la Révolution. M. de Lamartine dit qu'il en était la RAGE.